

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**HAUTE AUTORITE DE L'AEROPORT
LEOPOLD SEDAR SENGHOR
(HAALSS)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor (HAALSS) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor (HAALSS) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) la Commission des Marchés de la HAALSS comprend parmi ses membres le Chef du Bureau Finances qui est par ailleurs Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. Il s'agit d'une violation des dispositions de l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 du Code des Marchés Publics qui stipule que les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés. Cette Commission des Marchés est par ailleurs présidée par le Chef du Service Financier, ce qui n'est pas non plus conforme aux dispositions de l'arrêté 11 588 ci-avant mentionné puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose dans son article 2 alinéa d) que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ».
- b) la mise en œuvre de la procédure de sélection du Commissaire aux Comptes est marquée par une confusion entre l'appel à manifestation d'intérêt et la demande de propositions. En effet, en lieu et place d'une demande de propositions, la HAALSS a transmis, à cinq Consultants déjà présélectionnés, un Appel à Manifestation d'Intérêt alors qu'une manifestation d'intérêt a précisément pour finalité de constituer une liste restreinte de candidats à qui il sera demandé de soumettre une proposition technique et une proposition financière. Trois manifestations d'intérêt ont été reçues au regard du Procès Verbal d'Ouverture des plis ; nous notons que les critères d'évaluation des Manifestations d'Intérêt n'étaient pas indiqués dans l'AMI qui a par conséquent été évaluée sur la base de critères non annoncés donc définis ex post en violation des dispositions du CMP. Les Manifestations d'Intérêt ont été évaluées le 6 juillet 2011. Il est indiqué dans le procès- verbal d'ouverture des plis que les offres financières n'ont pas été ouvertes et ont été remises au Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que cette information n'est pas conforme au contenu des offres financières qui sont toutes datées postérieurement à l'ouverture des plis. L'offre financière de GTI Expertise est datée du 20 juillet 2011, celle de MB expertise du 19 juillet 2011 et celle de SCC du 20 juillet 2011. Leurs manifestations d'intérêt considérées comme des offres techniques sont datées du 30 juin 2011 pour GTI Expertise, du 28 juin 2011 pour MB Expertise et du 29 juin 2011 pour SCC. Les documents qui nous ont été soumis semblent avoir été établis pour régulariser une opération de passation de marché en violation des dispositions de l'article 44 du CMP. En réalité, après évaluation des manifestations d'intérêt, les candidats avaient à nouveau été invités à présenter une offre financière ce qui est contraire à la procédure de sélection de consultants.

Notons par ailleurs que les termes de référence joints au dossier de passation indiquaient que les consultants devaient préparer une offre technique et une offre financière séparée. Lesdits termes de référence n'indiquaient pas les taux de pondération des notes techniques et financières pour la détermination des notes combinées. Ladite pondération a été mal effectuée dans le rapport d'évaluation

illustrant une insuffisante maîtrise des modalités d'application des critères d'évaluation des offres techniques et financières à l'effet de déterminer la note combinée.

Nous avons également noté que l'offre financière du candidat GMS a été ouverte alors que sa Manifestation d'intérêt n'avait pas été prise en compte et évaluée. Se pose alors la question de savoir pourquoi le candidat GMS a été invité à présenter une offre financière alors que sa manifestation d'intérêt n'avait pas été évaluée. Pourquoi sa manifestation d'intérêt ne lui a-t-elle pas été retournée si elle est arrivée hors délai ? Cette succession de non conformités relevées dans la mise en œuvre de cette procédure illustre une insuffisante maîtrise des procédures de sélection des consultants.

- c) la procédure de sélection d'une entreprise pour les travaux d'aménagement des bureaux de la HAALSS a été relancée par l'Autorité Contractante au motif que seules trois offres avaient été reçues à la date d'ouverture des plis indiquée dans la DRP en violation des dispositions de l'article 67-5 du CMP qui autorise l'ouverture dès qu'on reçoit trois plis.
- d) l'examen des factures pro forma pour l'acquisition de deux imprimantes multifonctions (attribué à REPRO-SYSTEM pour 649 000 F CFA) a permis de constater des signes de collusion entre les quatre autres soumissionnaires dont les offres qui présentent de nombreuses similitudes suivent une progression arithmétique à raison de 10 000 F CFA.
- e) l'acquisition de rubans 5 panneaux pour quantum a été attribuée à SAFAR TECHNOLOGIE au terme d'une procédure non concurrentielle au regard des éléments de la liasse comptable qui ne comprend que la facture du prestataire ; en l'absence de documents de commande et de réception, il subsiste une incertitude sur la matérialité de la prestation.
- f) l'examen des factures pro forma pour l'acquisition de trois splits (attribué à SOGEF pour 949 000 F CFA) a permis de constater des signes de collusion entre SOGEF et SOULEYMANE DIEME d'une part, et entre SOUMBAR EXPRESS SERVICE, DAROU SALAM MULTI SERVICE et ALDEMBA SECK d'autre part. Ces mêmes signes de collusion ont été notés pour les achats de stickers autocollants attribués à ESCOMI pour 8 496 000 F CFA.
- g) les achats de têtes d'impression, rubans YMCO, de rouleaux nettoyeurs d'une part, la confection de macarons d'autre part ont été attribués à KROMATIC et PUBLICOM pour des montants respectifs de 3 787 210 F CFA et 4 265 700 F CFA hors procédures concurrentielles documentées.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistant à l'issue de nos travaux.

- le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la HAALSS.

A notre avis, au regard de l'importance des exceptions évoquées ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	13
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	15
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	17
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	19
2.1	Contexte de l'intervention	20
2.2	Objectifs de la mission	21
2.2.1	Objectifs généraux	21
2.2.2	Objectifs spécifiques	21
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	22
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	24
3	Approche méthodologique	26
3.1	Revue approfondie des textes de référence	27
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	28
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	29
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	30
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	31
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	32
4	Résultats des travaux	33
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	34
4.1.1	Commission des marchés	34
4.1.2	Cellule de passation des marchés	34
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	35
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	35
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	35
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	35
4.1.5	Rappel des seuils applicables à la HAALSS	35
4.2	Examen des marchés	36
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	36
4.2.2	Marchés conclus par Demande de Proposition	37
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	40
4.2.4	Opérations passées hors procédures concurrentielles	42

Liste des abréviations et sigles

HAALSS	Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

DP PORTANT SELECTION D'UN CONSULTANT POUR UNE MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

La mise en œuvre de cette procédure de sélection de consultants est marquée par une confusion entre l'appel à manifestation d'intérêt et la demande de propositions. En effet, en lieu et place d'une demande de propositions, la HAALSS a transmis à des cinq Consultants déjà présélectionnés un Appel à Manifestation d'Intérêt. Trois manifestations d'intérêt ont été reçues au regard du PVO. En fait dans son entendement, la HAALSS a fait une Demande de Propositions. Les Manifestations d'Intérêt ont été évaluées le 6 juillet 2011. Il est indiqué dans le procès verbal d'ouverture des plis que les offres financières n'ont pas été ouvertes et ont été remises au Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que cette information n'est pas conforme au contenu des offres financières qui sont datées postérieurement à l'ouverture des plis. L'offre financière de GTI Expertise est datée du 20 juillet 2011, celle de MB expertise du 19 juillet 2011 et celle de SCC du 20 juillet 2011. Leurs manifestations d'intérêt considérées comme des offres techniques sont datées du 30 juin 2011 pour GTI Expertise, du 28 juin 2011 pour MB Expertise et du 29 juin 2011 pour SCC. Les documents qui nous ont été soumis semblent avoir été établis pour régulariser une opération de passation de marché. En réalité, après évaluation des manifestations d'intérêt, les candidats ont à nouveau été invités à présenter une offre financière ;

Notons que les termes de référence joints au dossier de passation indiquaient que les consultants devaient préparer une offre technique et une offre financière séparée. Lesdits termes de référence n'indiquaient pas les taux de pondération des notes techniques et financières pour la détermination des notes combinées. Ladite pondération a été mal effectuée dans le rapport d'évaluation illustrant une insuffisante maîtrise des modalités d'application des critères d'évaluation des offres techniques et financières à l'effet de déterminer la note combinée ;

Nous avons également noté que l'offre financière du candidat GMS dont la Manifestation d'intérêt n'avait pas été prise en compte et évaluée a été ouverte. Se pose alors la question de savoir pourquoi le candidat GMS a été invité à présenter une offre financière alors que sa manifestation d'intérêt n'avait pas été évaluée. Pourquoi sa manifestation d'intérêt ne lui a-t-elle pas été retournée si elle est arrivée hors délai ? Cette succession de non conformités relevées dans la mise en œuvre de cette procédure illustre une insuffisante maîtrise des procédures de sélection des consultants ;

Les clauses sur le délai d'exécution et les pénalités de retard n'ont pas été mentionnées dans le contrat en violation des dispositions des articles 13 et 133 du CMP ;

Le contrat joint au dossier n'est pas signé par SCC. De plus, il n'est ni daté ni soumis à la formalité de l'enregistrement ;

La lettre de notification d'attribution provisoire indique qu'il s'agit d'une DRP. Le terme utilisé est inadéquat car les procédures de DRP (article 78 du CMP) et de DP (article 80 du CMP) sont différentes même si le montant de cette dernière n'atteint pas le seuil de passation des marchés, l'utilisation du terme DRP pour les marchés de prestations intellectuelles peut conduire à une confusion dans la manière de dérouler les procédures pour ces deux types de marchés ;

Il est indiqué dans le procès-verbal d'évaluation des offres financières que les candidatures soumises après le dépôt des offres ont été écartées alors que ce point aurait plutôt dû être mentionné dans le procès-verbal d'ouverture des plis ;

Un second rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt non daté et non signé a été joint au dossier. Ce rapport fait état de l'évaluation des offres des cabinets Mazars et Fondas pour le même marché.

DRP PORTANT FOURNITURE DE MATERIELS ET AMENAGEMENT DE BUREAUX DE LA HAALSS

A la date limite de dépôt et d'ouverture des plis, la Commission des Marchés de la HAALSS a décidé de relancer la procédure de DRP au motif que le nombre d'offres reçues n'était pas suffisant pour procéder à l'ouverture des plis alors que trois soumissions avaient été déposées. Il s'agit d'une interprétation erronée des textes car dès lors que trois plis sont reçus, la Commission des Marchés est tenue d'ouvrir les plis au regard des dispositions de l'article 67-5 du CMP. Cette décision aurait pu conduire à des recours justifiés pour la poursuite de la procédure initiale ;

L'examen des lettres d'invitation à soumissionner a permis de constater que la liste des candidats consultés n'est pas indiquée sur lesdites lettres en violation des dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB du 3 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les modalités de paiement énoncées dans le cahier des charges n'ont pas été appliquées a posteriori ; en effet, il était prévu dans le contrat le paiement d'une avance de démarrage couverte par une garantie bancaire d'égal montant et le recueil d'une garantie de bonne exécution. Ces clauses n'ont pas été appliquées à l'exécution du contrat ;

L'attestation de précompte de TVA et le PV de réception ne sont pas classés dans le dossier de passation du marché.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP sur la procédure des marchés de prestations intellectuelles ;

Veiller au respect des dispositions des articles 13 et 133 du CMP ;

Exiger des titulaires de marchés l'enregistrement de leurs contrats auprès de la DGID et le paiement de la redevance de régulation avant la mise en règlement des factures ;

Veiller à la transparence des procédures et ne consigner dans les procès verbaux que les informations conformes au contenu des offres ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 67-5 du CMP ;

Veiller au respect des dispositions de la Circulaire 004/PM/CAB/CP du 3 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marchés.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Les clauses sur le délai d'exécution et les pénalités de retard n'ont pas été mentionnées dans le contrat en violation des dispositions des articles 13 et 133 du CMP ;

Le contrat joint au dossier n'est pas signé par SCC. De plus, il n'est ni daté ni soumis à la formalité de l'enregistrement ;

L'attestation de précompte de TVA et le PV de réception ne sont pas classés dans le dossier de passation du marché.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Exiger des titulaires de marchés l'enregistrement de leurs contrats et le règlement de la redevance de régulation avant la mise en règlement des factures ;

Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marchés.

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DP	DRP
Nature	Mission de commissariat aux comptes	Fourniture de matériels et aménagement de bureaux de la HAALSS
Attributaires	Société de Contrôle des Comptes (SCC)	COMBAT/TP
Montants en F CFA TTC	7 080 000	4 353 315
Confusion entre la procédure de manifestation d'intérêt et la demande de proposition	√	
Terminologie utilisée non conforme au CMP	√	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	
Modes de paiement énoncés dans le cahier des charges non appliqués		√
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP		√
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP		√
Violation de l'article 80 sur les marchés de prestations intellectuelles	√	
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard	√	

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation des marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc.; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais de paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,

- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes ; arrêté primatorial 8709 en date du 02 novembre 2001 portant organisation de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 –51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2001 – 743 du 1^{er} octobre 2001 portant création de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMF sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,

- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au

libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la HAALSS, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 05 avril 2011 (Décision N° 000180/HAALSS/SG/SAF/SP) en violation de l'article 36-1 qui dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Il convient de noter que la Commission des Marchés comprend parmi ses membres le Chef du Bureau Finances qui est par ailleurs Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. Il s'agit d'une violation des dispositions de l'article 4 de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 du Code des Marchés Publics qui stipule que les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du Contrôle Interne ou de la Cellule de Passation des Marchés. Cette Commission des Marchés est par ailleurs présidée par le Chef du Service Financier, ce qui n'est pas non plus conforme aux dispositions de l'arrêté 11 588 ci-avant mentionné puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose dans son article 2 alinéa d) que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ».

L'examen des marchés qui nous ont été soumis nous a permis de constater une insuffisante appropriation par la HAALSS de la réglementation relative aux marchés publics au regard des nombreuses non-conformités notées dans la mise en œuvre des procédures. Une mise à niveau du personnel impliqué dans la passation des marchés serait à envisager dans les plans de formation de la HAALSS.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 27 janvier 2011 (Décision N° 000064/HAALS/SG/SAF/SP).

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été toutes signées.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la HAALSS, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans L'Observateur des 05 et 06 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA HAALSS

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la HAALSS sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA HAALSS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d’offres ouverts (AOO)						
Appels d’offres restreints (AOR)						
Demandes de Propositions (DP)	1	7 080 000	1	7 080 000	100	100
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	1	4 353 315	1	4 353 315	100	100
Ententes directes (ED)					-	-
Avenants					-	-
Total	2	11 433 315	2	11 433 315	100	100

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

DP PORTANT SELECTION D'UN CONSULTANT POUR UNE MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES	
Date de lancement de l'AMI	20 juin 2011
Date de dépôt des MI	05 juillet 2011 à 13H
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'ouverture des offres techniques	06 juillet 2011 à 14H30
Période de validité des offres	90 jours
Date d'ouverture des offres financières et d'attribution du marché	20 juillet 2011
Date de notification d'attribution provisoire	25 juillet 2011
Date de notification d'attribution définitive	23 août 2011
Nombre d'offres reçues	SCC- GTI Expertise- MB Expertise Conseil
Attributaire	Société de Contrôle des Comptes (SCC)
Montant du marché en F CFA TTC	7 080 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>La mise en œuvre de cette procédure de sélection de consultants est marquée par une confusion entre l'appel à manifestation d'intérêt et la demande de propositions. En effet, en lieu et place d'une demande de propositions, la HAALSS a transmis à cinq Consultants déjà présélectionnés un Appel à Manifestation d'Intérêt. Trois manifestations d'intérêt ont été reçues au regard du PVO. En fait dans son entendement, la HAALSS a fait une Demande de Propositions. Les Manifestations d'Intérêt ont été évaluées le 6 juillet 2011. Il est indiqué dans le procès- verbal d'ouverture des plis que les offres financières n'ont pas été ouvertes et ont été remises au Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que cette information n'est pas conforme au contenu des offres financières qui sont datées postérieurement à l'ouverture des plis. L'offre financière de GTI Expertise est datée du 20 juillet 2011, celle de MB expertise du 19 juillet 2011 et celle de SCC du 20 juillet 2011. Leurs manifestations d'intérêt considérées comme des offres techniques sont datées du 30 juin 2011 pour GTI Expertise, du 28 juin 2011 pour MB Expertise et du 29 juin 2011 pour SCC. Les documents qui nous ont été soumis semblent avoir</p>

	<p>été établis pour régulariser une opération de passation de marché. En réalité, après évaluation des manifestations d'intérêt, les candidats ont à nouveau été invités à présenter une offre financière ;</p> <p>Notons que les termes de référence joints au dossier de passation indiquaient que les consultants devaient préparer une offre technique et une offre financière séparée. Lesdits termes de référence n'indiquaient pas les taux de pondération des notes techniques et financières pour la détermination des notes combinées. Ladite pondération a été mal effectuée dans le rapport d'évaluation illustrant une insuffisante maîtrise des modalités d'application des critères d'évaluation des offres techniques et financières à l'effet de déterminer la note combinée ;</p> <p>Nous avons également noté que l'offre financière du candidat GMS dont la Manifestation d'intérêt n'avait pas été prise en compte et évaluée a été ouverte. Se pose alors la question de savoir pourquoi le candidat GMS a été invité à présenter une offre financière alors que sa manifestation d'intérêt n'avait pas été évaluée. Pourquoi sa manifestation d'intérêt ne lui a-t-elle pas été retournée si elle est arrivée hors délai ? Cette succession de non conformités relevées dans la mise en œuvre de cette procédure illustre une insuffisante maîtrise des procédures de sélection des consultants ;</p> <p>Les clauses sur le délai d'exécution et les pénalités de retard n'ont pas été mentionnées dans le contrat en violation des dispositions des articles 13 et 133 du CMP ;</p> <p>Le contrat joint au dossier n'est pas signé par SCC. De plus, il n'est ni daté ni soumis à la formalité de l'enregistrement ;</p> <p>La lettre de notification d'attribution provisoire indique qu'il s'agit d'une DRP. Le terme utilisé est inadéquat car les procédures de DRP (article 78 du CMP) et de DP (article 80 du CMP) sont différentes même si le montant de cette dernière n'atteint pas le seuil de passation des marchés, l'utilisation du terme DRP pour les marchés de prestations intellectuelles peut conduire à une confusion dans la manière de dérouler les procédures pour ces deux types de marchés ;</p> <p>Il est indiqué dans le procès - verbal d'évaluation des offres financières que les candidatures soumises après le dépôt des offres ont été écartées alors que ce point aurait plutôt dû être mentionné dans le procès - verbal d'ouverture des plis ;</p> <p>Un second rapport d'évaluation de manifestations d'intérêt non daté et non signé a été joint au dossier. Ce rapport fait état de l'évaluation des offres des cabinets Mazars et Fondas pour le même marché.</p>
--	--

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP sur la procédure des marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 13 et 133 du CMP ;</p> <p>Exiger des titulaires de marchés l'enregistrement de leurs contrats avant la mise en règlement des factures ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures et ne consigner dans les procès-verbaux que les informations conformes au contenu des offres.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur les constats d'audit, l'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP PORTANT FOURNITURE DE MATERIELS ET AMENAGEMENT DE BUREAUX DE LA HAALSS	
Date de saisine des prestataires	10 mars 2011
Date limite de dépôt des offres	31 mars 2011 – 10.H.00
Date initiale d’ouverture des plis	31 mars 2011 - 10.H.00 Offres reçues : DARTECH – EBG – COMBAT
Nouvelle date d’ouverture des plis	08 avril 2011 – 10.H.30
Offres reçues	EBG.....7 350 987 FCFATTC, COMBAT/TP. 4 353 315 FCFATTC, EGBTP..... 2 812 591 FCFATTC DARTECH..... 8 297 229 FCFATTC ABI.....6 629 948 FCFATTC
Attributaire	COMBAT/TP
Montant du marché en FCFATTC	4 353 315
PV d’attribution provisoire	15 avril 2011
Notification d’attribution provisoire	20 avril 2011
Notification d’attribution définitive	20 avril 2011
Lettres d’information aux candidats non retenus	20 avril 2011
Contrat	01 juin 2011

Non conformités	<p>A la date limite de dépôt et d'ouverture des plis, la Commission des Marchés de la HAALSS a décidé de relancer la procédure de DRP au motif que le nombre d'offres reçues n'était pas suffisant pour procéder à l'ouverture des plis alors que trois soumissions avaient été déposées. Il s'agit d'une interprétation erronée des textes car dès lors que trois plis sont reçus, la Commission des Marchés est tenue d'ouvrir les plis au regard des dispositions de l'article 67-5 du CMP ;</p> <p>Cette décision aurait pu conduire à des recours justifiés pour la poursuite de la procédure initiale ;</p> <p>L'examen des lettres d'invitation à soumissionner a permis de constater que la liste des candidats consultés n'est pas indiquée sur lesdites lettres en violation des dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les modalités de paiement énoncées dans le cahier des charges n'ont pas été appliquées a posteriori ; en effet, il était prévu dans le contrat le paiement d'une avance de démarrage couverte par une garantie bancaire d'égal montant et le recueil d'une garantie de bonne exécution. Ces clauses n'ont pas été appliquées à l'exécution du contrat ;</p> <p>L'attestation de précompte de Tva et le PV de réception ne sont pas classés dans le dossier de passation du marché.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67-5 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de la Circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à l'archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur les constats d'audit, l'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.</p>
Appréciations du Consultant	<p>Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

4.2.4 OPERATIONS PASSEES HORS PROCEDURES CONCURRENTIELLES

Des acquisitions hors procédures concurrentielles conformes aux dispositions du Code des Marchés Publics ont été réalisées par la Haute autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor pour un montant de 30 962 610 FCFA TTC. Certains marchés de même nature auraient pu être réalisés par marché à commande et / ou de clientèle.

ACHAT DE DEUX (2) IMPRIMANTES MULTI-FONCTION HP OFFICE JET HAALSS	
Date de saisine des fournisseurs	Néant
Date d'ouverture des offres	02 août 2011
Offres reçues	Repro Systems.....649 000 FCFATTC Soumbar Express..... 660 800 FCFATTC Ets Elh Demba Seck..... 684 000 FCFATTC Darou Salam Multi serv..... 708 000 FCFATTC GIE 12/12..... 731 000 FCFATTC
Attributaire	REPRO-SYSTEMS
Montant du marché en FCFATTC	649 000
Notification d'attribution	Néant
Non conformités	L'examen des factures pro forma a permis de constater que les offres de quatre soumissionnaires (SOUMBAR EXPRESS SERVICES, ALDEMBA SECK, DAROU SALAM MULTI SERVICES, GIE12/12) présentent de nombreuses similitudes laissant entrevoir qu'elles proviennent de la même source. Les offres présentées de la même manière suivent une progression arithmétique à raison de 10 000. Au regard de ces indices de collusion, elles ont été établies pour régulariser une opération déjà exécutée ;

	L'attestation de précompte de la TVA, de même que le justificatif de son reversement ne figurent pas dans le dossier de passation.
Recommandations	Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence ; Produire les justificatifs du précompte de la TVA et de son reversement.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur les constats d'audit, l'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.
Appréciations du Consultant	Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

ACHAT DE RUBANS 5 PANNEAUX POUR QUANTUM	
Achat direct de gré à gré	29/12/2011
Montant en FCFATTC	11 044 800
Offres reçues	UNE (1) SAFAR TECHNOLOGIE.....11 044 800FCFATTC
Convocation membres de la Commission	Néant
Attributaire	SAFAR TECHNOLOGIE
Montant du marché en FCFATTC	11 044 800
Notification d'attribution	Néant
Non conformités	<p>La liasse comptable ne comprend que la facture. Elle ne comprend ni bon de commande, ni bordereau de livraison ; la procédure de sélection n'est pas non plus documentée ;</p> <p>Au regard des documents transmis, cette acquisition est hors procédure concurrentielle et le dossier transmis ne comporte aucune preuve de la matérialité de la prestation ;</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA, de même que le justificatif de son reversement ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect de l'article 76 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP ;</p> <p>Produire les justificatifs du précompte de la TVA et de son reversement.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Sur les constats d'audit, l'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.</p> <p>Sur les constats relatifs à l'exécution financière, les pièces justificatives afférentes aux acquisitions (demande d'achat, pro formas, PV de dépouillement des offres, bon de commande, bon de</p>

	livraison, contrats enregistrés et PV de réception) sont disponibles dans nos archives.
Appréciations du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires. En choisissant de ne pas répondre sur les points soulevés, vous confirmez les observations que nous avons faites. Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ces points.</p> <p>En outre, sur les documents de la passation, il convient de les classer dans les dossiers de passation mis à la disposition des auditeurs, et non les classer dans les archives.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

FOURNITURE D'IMPRIMES DEMANDE DE TITRES D'ACCES	
Date de dépouillement des plis	15/09/2011
Offres reçues	ABI.....1 500 000 FCFAHT BT BTP Sarl.....2 400 000 FCFAHT SEPROCOM.....1 725 000FCFATTC Ets Amadou Anta...1 875 000FCFATTC Ets Khadim Samb...2 250 000FCFATTC
Convocation membres de la Commission	Néant
Attributaire	ABI
Montant du marché en FCFATTC	1 770 000
Notification d'attribution	Néant
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciations du Consultant	

ACHAT DE TROIS SPLITS	
Date de saisine des fournisseurs	Néant
Date d'ouverture des offres	02 août 2011
Offres reçues	SOGEF.....949 900 FCFATTC HORIZON PLUS1 062 000 FCFATTC TAIF COM.....1 032 500 FCFATTC EGB..... 1 038 400 FCFATTC SOULEYMANE DIEME. 1 003 000 FCFATTC
Attributaire	SOGEF
Montant du marché en FCFATTC	949 900
Notification d'attribution	Néant
Non conformités	<p>L'examen des factures pro forma a permis de constater que les offres de SOGEF et SOULEYMANE DIEME d'une part, et entre (SOUMBAR EXPRESS SERVICES, ALDEMBA SECK, DAROU SALAM MULTI SERVICES, GIE12/12) présentent de nombreuses similitudes laissant entrevoir qu'elles proviennent de la même source ;</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA, de même que le justificatif de son reversement ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence ;</p> <p>Produire les justificatifs du précompte de TVA et de son reversement.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur les constats d'audit, l'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.
Appréciations du Consultant	Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

CONFECTION DE STICKERS DE SURETE AUTOCOLLANTS EN 7 COULEURS	
Date de dépouillement des plis	20 mars 2011
Attributaire	ESCOMI
Montant du marché en FCFATTC	4 248 000
Notification d'attribution	Néant
Non conformités	<p>L'examen des différentes pièces qui composent la liasse comptable a permis de noter que le bon de commande a été émis le 21 mars 2011, la facture établie le 24 mars 2011, le paiement effectué le 9 mai 2011 alors que la réception n'a été faite que le 12 juin 2011. Le paiement de la prestation aurait donc été effectué avant la livraison de la commande en violation des dispositions du CMP ;</p> <p>Le dépouillement des offres des soumissionnaires toutes datées entre le 20 et le 22 décembre 2010 a été effectué trois mois plus tard le 20 mars 2011. L'examen des offres de KALOM GRAPHIC et d'ESCOMI a permis de noter des similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs ;</p> <p>Le formalisme requis pour l'organisation des DRP au regard de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 n'a pas été respecté.</p>
Recommandations	<p>Le paiement des factures doit être effectué après réception de la commande ;</p> <p>Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004 du PM ci-avant mentionnée.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur les constats d'audit, l'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.
Appréciations du Consultant	Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

CONFECTION STICKERS AUTOCOLLANTS EN 7 COULEURS	
Date d'ouverture des plis	03 août 2011
Offres reçues	ESCOMI..... 4 248 000 F CFATTC ARCANES.....4 900 000 F CFATTC KALOM GRAPHIC4 602 000 FCFATTC EGEREC.....4 200 000 FCFATTC PUBLI COLOR.....5 664 000 FCFATTC
Attributaire	ESCOMI
Montant du marché en FCFATTC	4 248 000
Non conformités	Le formalisme requis pour l'organisation des DRP au regard de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 n'a pas été respecté ; L'examen des offres de KALOM GRAPHIC et d'ESCOMI a permis de noter des similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs.
Recommandations	Se conformer à la circulaire N°004 du PM ci- avant mentionnée ; Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés. .
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur les constats d'audit, l'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.
Appréciations du Consultant	Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

ACHAT DE TETES D'IMPRESSION- DE RUBANS YMCKO ET DE ROULEAUX NETTOYEURS	
Une offre	KROMATIK ID
Montant du marché en FCFATTC	3 787 210
Exécution	<p>Facture n° 064 du 05/01/11 de 999 460 FTTC</p> <p>Facture n° 006 du 20/01/11 de 2 787 750 FTTC</p> <p>Bon de livraison N°BL 006/11 sans date pour 15 rubans couleur YMCKO</p> <p>Règlement par chèque CBAO n° 8129218 du 14 février 2011 réglant la totalité des 2 factures HTVA</p>
Non conformités	<p>Le bon de livraison classé dans le dossier n'est pas daté et ne concerne que la fourniture de ruban pour 2 787 750 F CFA. La réception de la commande facturée à 999 460 F CFA TTC n'est pas matérialisée ;</p> <p>La liasse comptable ne comprend pas les documents attestant de l'organisation effective d'une procédure concurrentielle à l'effet de sélectionner le prestataire aucune facture pro forma n'y étant annexée pas plus qu'un PV de dépouillement dressé.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché conformément aux instructions l'ARMP en la matière ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'arrêté du MEF pris en application de l'article 78-3-a du CMP, relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur les constats relatifs à l'exécution financière, les pièces justificatives afférentes aux acquisitions (demande d'achat, pro formas, PV de dépouillement des offres, bon de commande, bon de livraison, contrats enregistrés et PV de réception) sont disponibles dans noc archives.
Appréciations du Consultant	Sur les documents de la passation, il convient de les classer dans les dossiers de passation mis à la disposition des auditeurs, et non les

	<p>classer dans les archives.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur les points soulevés.</p>
--	--

DRP PORTANT CONFECTION DE MACARONS	
Une offre	PUBLICOM
Montant du marché en FCFATTC	4 265 700
Exécution	<p>1. Facture n° 11014 du 27/01/11 de 2743500TTC Bon de commande n°0099 du 10/01/11 Bon de livraison 11418 du 27/01/11 1. Facture n°10423 du 27/12/10 de 1207140 TTC Bon de commande 093 du 20/12/10 Bordereau de livraison n°11369 du 27/12/10 1. Facture n°11015 du 27/01/11 de 315060 FTTC Bordereau de livraison 11421 du 27/01/11 Règlement par chèque CBAO n° 8129212 du 14 février 2011 réglant la totalité des 3 factures HTVA pour 3 615 000 FCFA</p>
Non conformités	La liasse comptable ne comprend pas les documents attestant de l'organisation effective d'une procédure concurrentielle à l'effet de sélectionner le prestataire aucune facture pro forma n'y étant annexée pas plus qu'un PV de dépouillement dressé.
Recommandations	Veiller au respect des dispositions de l'arrêté du MEF pris en application de l'article 78-3-a du CMP, relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Sur les constats relatifs à l'exécution financière, les pièces justificatives afférentes aux acquisitions (demande d'achat, pro formas, PV de dépouillement des offres, bon de commande, bon de livraison, contrats enregistrés et PV de réception) sont disponibles dans nos archives.
Appréciations du Consultant	<p>Sur les documents de la passation, il convient de les classer dans les dossiers de passation mis à la disposition des auditeurs, et non les classer dans les archives.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur les points soulevés.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

A Monsieur le Secrétaire Général
de la Haute Autorité de l'Aéroport
Léopold Sédar SENGHOR
(HAALSS)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Secrétaire Général**, l'expression de notre parfaite considération.

08 APR 2013



Ibra Guèye
Associé

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



AEROPORT INTERNATIONAL LEOPOLD SEDAR SENGHOR

HAUTE AUTORITE

TEL : 869 53 14 FAX : 820 02 70 BP : 29 442

REPUBLIQUE DU SENEGAL

N° 2013/.....HAALSS / SG / SF

Un Peuple - Un But - Une Foi

00000506

PRIMATURE

DAKAR - YOFF, le

19 APR 2013

HAALSS

*Monsieur le, Secrétaire Général de la Haute
Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar
SENGHOR*

//-

*Monsieur Ibra GUEYE, Associé de Business
System Consulting Group (BSC) - 12 rue
Docteur THEZE - DAKAR -*

**O B J E T : - Rapport provisoire relatif à la revue indépendante de la
Passation des marchés au titre de la gestion 2011.**

Monsieur,

Faisant suite au rapport provisoire relatif à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2011 pour la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar SENGHOR (HAALSS), j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci – après, les réponses suscitées par les constats relevés.

Auparavant, nous nous félicitons des recommandations produites car elles nous permettront d'améliorer les règles d'organisation et de fonctionnement de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor (HAALSS), par la mise en œuvre de celles qui sont immédiatement applicables.

Ensuite, je voudrais, vous faire part des appréciations générales qu'appelle de ma part la lecture du rapport. A la lumière de ces généralités, des réponses seront apportées aux observations formulées.

I – Appréciations générales :

Comme vous le savez, les difficultés de la Haute Autorité ont essentiellement pour soubassement son manque d'autonomie financière.

A l'origine, la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar SENGHOR (H.A.A.L.S.S) a fonctionné sur financement mensuel de l'Administration des Activités aéronautiques nationales du Sénégal (AAANS) qui a été remplacée, en 2008, par l'Agence des aéroports du Sénégal (ADS).

Ce financement, tiré de la redevance sûreté sert à plus de 90% à faire face aux salaires et accessoires. Les autres charges d'exploitation ne sont réalisées que sur le reliquat éventuel et aléatoire des recettes. Cela a engendré une instabilité financière et des difficultés budgétaires qui se sont traduites par un endettement croissant qui a atteint son apogée en 2011.

Ainsi, durant cette période, nos dotations aux différentes rubriques budgétaires n'atteignaient pas les seuils pour lesquels la passation d'un marché est exigible selon les dispositions du Code des marchés publics. En conséquence, nous avons adopté la procédure de consultation de fournisseurs.

Sur la base des demandes de renseignements et de prix, nous avons pu établir un fichier de nos fournisseurs les plus compétitifs et des demandes d'achats ainsi que des bons de commande ont toujours été établis.

En outre, toutes les pièces justificatives afférentes à nos approvisionnements sont disponibles (factures pro forma, PV de dépouillement, PV de réception).

Par ailleurs, il est nécessaire de souligner que les investissements dédiés à la sûreté aéroportuaire sont de la responsabilité de l'Agence des Aéroports du Sénégal sans que les factures concernant les acquisitions en question ne soient portées à notre connaissance.

A la suite de ces appréciations générales, nous pouvons maintenant aborder le second volet relatif aux constats.

II – Réponses aux constats :

2.1 – Constats relatifs au dispositif des marchés publics :

En 2011, ont été créées, par décision du Secrétaire général, une Commission des marchés ainsi que la Cellule de passation des marchés publics.

Le plan de passation des marchés, l'avis général de passation des marchés ainsi que les rapports périodiques, dont copies ci – joint, ont été établis et transmis à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) bien que nos dotations aux différents postes budgétaires n'atteignaient pas les seuils requis.

Un Manuel des procédures administratives, comptables et financières, a été élaboré et approuvé par le Conseil de Surveillance en sa séance du 29 avril 2010. Ce manuel, mis en application, a nécessité une mise à jour durant l'année 2011.

Ladite mise à jour tient compte de la plupart des remarques pertinentes que vous avez bien voulu formuler à notre intention.

2.2 – Constat d'audit

Il est utile de noter que les montants des différentes acquisitions, même cumulées, n'atteignent pas les seuils requis pour la passation d'un marché comme prescrit par le Code des Marchés Publics.

2.3 – constats relatifs à l'exécution financière.

Concernant les procédures, les pièces justificatives afférentes aux acquisitions (demande d'achat, pro formas, Pv de dépouillement des offres, bon de commande, bon de livraison, contrats enregistrés et PV de réception) sont disponibles dans nos archives.

L'exploitation de votre rapport provisoire m'a permis de prendre des mesures correctives fermes afin que vos recommandations soient appliquées rigoureusement.

Veuillez agréer, *Monsieur*, l'assurance de ma parfaite considération.

Colonel El Hadj Mamadou DGA

